« Etre de gauche en 2005 »

Introduction pour un débat à EPI

Gérard Magnin

Nota : ce texte n'engage que son auteur, à titre personnel, c'est pourquoi il est écrit à la première personne. Il a été rédigé en janvier 2005 dans le cadre de la préparation de l'AG d'EPI et n'a subi que des corrections mineures. Le CA n'avait pas souhaité en faire le thème du débat de l'AG, mais accepté d'en faire un objet de débat lors d'un apéritif-débat. Ce sera le mercredi 27 avril.

Introduction

De naturel plutôt optimiste, prompt à déceler des marques positives dans des univers variés marqués par des comportements et situations difficiles, j'éprouve quelque difficulté à le rester quand je vois la façon dont notre société française s'organise pour affronter les défis que nous avons à relever.

J'ajouterais – qui aime bien châtie bien – qu'une (trop grande) partie de la gauche reste à maints égard borgne ou aveugle, et persévère à ne pas regarder en face l'âpreté des problèmes à résoudre. Par peur de les regarder ? Par crainte de les affronter ? De décourager ses électeurs ? De ne pas apparaître assez « à gauche » au travers des réponses à apporter ? Par inconscience des défis à relever ? Par aveuglement étatique ? Un peu de tout cela probablement.

Les réponses simplistes et autres allégations du type « il n'y a qu'à piocher dans les profits financiers », « non à la politique du MEDEF », « politique ultra-libérale » ou, selon les cas, « social libérale » tiennent encore trop facilement lieu de débat et d'analyse. Sans oublier la responsabilité universelle de tous nos maux attribuée à un Traité constitutionnel qui n'existe pas encore !

Pourtant, la gauche française adore les « analyses de la situation » qui forment le noyau dur de tout texte de Congrès. Mais la recherche de solutions puisées dans un passé facilement présenté de façon nostalgique tient souvent lieu de propositions adaptées à notre société d'aujourd'hui. A notre société telle qu'elle est aujourd'hui.

Faire de la politique

Faire de la politique, c'est vouloir influencer le cours des choses. Faire de la politique à gauche, c'est l'influencer pour davantage de justice, d'égalité et de respect des personnes. Encore faut-il que les mesures proposées s'établissent sur une connaissance suffisante de la réalité sur laquelle elles sont sensées influer – et surtout sur une acceptation consciente de cette réalité -, faute de quoi les fausses bonnes idées qui sont légions peuvent rapidement se transformer en désillusions, engendrer des conséquences qui seront, une fois passé l'état de grâce, à l'opposé des effets escomptés, ou encore faire le lit du populisme. Une forme de gueule de bois comme on en a déjà connu.

A l'inverse, l'acceptation du fait de la complexité de nos sociétés peut comporter le risque d'une acceptation de la fatalité. C'est pour l'éviter – ou au moins le limiter – que ce papier a été rédigé, pour éviter des lendemains qui déchantent. Les démocraties modernes auront un avenir si elles avancent les yeux ouverts, si elles sont portées par des citoyens (et pas par des « administrés ») et des structures intermédiaires avisés, conscients, responsables, actifs, ce qui ne se confond pas forcément avec des slogans réducteurs, plus familiers des logiques de refus que des logiques de construction. On voit bien avec le Traité constitutionnel ce que l'addition des NON contient de construction positive et collective !

Je crains en effet que si la gauche n'apporte pas des réponses adaptées aux problèmes que nous (c'est à dire les Français qui sommes dans l'Europe et dans le Monde) avons à résoudre, la droite ne continue à désarticuler la société par touches successives, prenant prétexte du conservatisme de gauche pour déplacer un peu plus loin les limites de l'acceptable. Le maintien d'une intervention publique garante de l'intérêt général, c'est-à-dire de la population dans sa diversité et de la société sur le long terme, ne sera possible qu'au prix d'une transformation assez fondamentale de notre façon d'aborder les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Chercher la voie

J'ai la faiblesse de penser que sont des solutions « de gauche » celles qui simultanément :

- présentent la vérité sur les défis – aussi importants et déroutants qu'ils soient – auxquels notre société est confrontée : coûts de la santé, de la vieillesse, de l'éducation, de la recherche, de la défense, de l'endettement, de l'environnement et du climat, etc. qui tous additionnés font exploser les budgets publics les plus généreux,
- stimulent / respectent un esprit d'initiative et de responsabilisation individuelles et collectives, source durable d'innovation technologique, économique et sociale, et donc d'une création de richesses suffisante sans laquelle toute répartition équitable est un vœu pieux,
- simultanément respectent et responsabilisent les individus - quels qu'ils soient - dans tous les domaines de leur vie, considèrent les gens comme des atouts plutôt que comme des charges,
- garantissent / recherchent les conditions d'une réduction durable des inégalités ainsi que du développement de la solidarité sociale, territoriale, intercontinentale et intergénérationnelle pour des décennies et davantage, par exemple en s'engageant à ne pas vivre à crédit en transmettant aux générations de leurs enfants et petits-enfants les factures des décisions prises pour le seul intérêt des générations actuelles,
- rétablissent / inventent les conditions d'un mode de développement qui soit transposable à l'ensemble de la planète pour une longue durée, tant du point de vue de l'utilisation des ressources (dont énergétiques) que de la maîtrise des rejets, déchets et émissions atmosphérique (et non pour notre seule partie dite « développée » du globe),
- considèrent les formes d'organisation intermédiaire (ni publique, ni privée mais de type associatif, mutuel) comme des moyens de régulation indispensables d'une société moderne, à même d'assurer des fonctions de service public et de production dans la société, dans des conditions efficaces,
- s'appuient sur les mécanismes et solutions de marché (par exemple dans le cadre de partenariats public-privé) dans tous les cas où ceux-ci se présenteront objectivement et durablement comme plus efficients (plus efficaces, flexibles et moins coûteux), ou tout simplement réalisables que par tout autre mécanisme (les mécanismes du protocole de Kyoto offrent un exemple intéressant à cet égard),
- recherchent l'optimum entre la fourniture de services au public, la qualité et le coût de ceux-ci sans *a priori* sur le statut social des salariés (public ou privé) qui réaliseront lesdits services ou le mode de gestion de ceux-ci (public, privé, associatif), la qualité du service rendu pour un prix équivalent durable étant majeur du critère de choix,
- acceptent de porter le regard aussi critique que nécessaire sur les mode de fonctionnement et de management de l'Etat, orientés principalement sur le *statu quo*, le maintien des « territoires d'influences » internes et extrêmement dispendieux pour le résultat qu'il produit (le traditionnel hymne au « dévouement des fonctionnaires » ne doit plus masquer les insuffisances d'organisation du secteur public – notamment mais pas seulement celui étatique - que la population ignore le plus souvent),
- limitent l'action des administrations de l'Etat aux domaines et fonctions indispensables à la réalisation des objectifs décrits plus haut, et inventent des solutions et organisations nouvelles permettant un meilleur rapport coût-bénéfice de l'intervention publique (cf. agences suédoises).

Suède : réforme de l'État et maintien de la qualité du service public

La Suède constitue un exemple remarquable de réforme profonde de l'État. Celle-ci a été conduite à travers :

- *une réforme de la procédure budgétaire fondée sur une programmation triennale glissante, orientée vers la diminution du service de la dette : l'objectif des gouvernements suédois depuis 1997 est ainsi non pas la simple neutralité budgétaire sur la durée du cycle, mais l'obtention d'un excédent de 2 points de PIB. La dette publique a de ce fait été réduite de 80 points de PIB en 1994 à 51,7 % en 2003 ;*
- *une modernisation des services publics, fondée sur la distinction de ce qui relève de la décision politique et ce qui relève de la gestion. Ainsi, les ministères ont été réduits en nombre (13) et en effectifs (1 % des salariés de l'État), tandis que 300 agences publiques ont été créées pour gérer la mise en oeuvre des différentes politiques publiques. Les directeurs des agences, nommés en général pour sept ans non reconductibles, sont responsables de la gestion sur la base d'une lettre de mission du ministre définissant les obligations en matière de résultat et de reporting. Si une agence dépasse son budget d'exploitation, elle doit emprunter la différence à l'État et doit la rembourser, capital et intérêts. La gestion des ressources humaines a été décentralisée au niveau de chaque agence, libre de son recrutement et de sa politique de rémunérations ;*
- *l'observation des signaux du marché dans des activités de service public y compris l'éducation ou la santé, quitte à ce que le ciblage des aides publiques évite que le suivi de ces signaux ne pénalise des populations défavorisées ;*

– *le souci d'un maintien de la qualité de service dispensée aux usagers malgré une réduction de 15 % des effectifs de la sphère publique.*

Au total, sur la période 1994-2003, la part des dépenses publiques dans le PIB a diminué de 10 points sans que ne diminue la dépense en faveur de la santé ni de l'éducation. Parallèlement, la Suède a augmenté son effort en matière de R&D, le portant au second rang mondial.

(extrait : rapport Camdessus)

En finir avec le double langage

Je n'ignore pas que – au moins certaines de - ces « pistes » soient de nature non seulement à faire débat mais peut-être aussi polémique, et qu'elles puissent être contestées comme étant de « gauche ». Il est vrai que l'on préfère généralement davantage répartir (gauche) que créer les richesses (droite) ; accroître les dépenses publiques (gauche) plutôt que désendetter l'Etat et/ou optimiser les coûts de production des administrations (droite) ; utiliser les leviers étatiques (gauche) plutôt que ceux du marché (droite) ; prendre les effectifs du secteur public (gauche) pour un indicateur de qualité de service (droite).

Alors, quand on est « de gauche », on parle surtout des aspects réputés tels (en bref la répartition) et on laisse volontiers de côté – voire on méprise un peu - les autres, catalogués « de droite » (en bref la création de richesse)[1]. Une fois au pouvoir, on est bien obligés de traiter des deux aspects, sous peine de faillir à court terme. Mais on n'aime pas le dire. On le fait de façon discrète. On ne l'assume pas. On n'assume d'ailleurs toujours pas le virage – heureux - de 1983 et on persiste à vilipender le mot de rigueur, comme si gérer / transformer de façon rigoureuse était une tare ! Pire, c'est l'ancien Premier Ministre qui a été grand ordonnateur du recentrage de 1984, qui feint aujourd'hui de se faire l'apôtre de l'anti-libéralisme à la faveur du débat sur le Traité !

Résultat : la gauche est attendue au coin du bois dès qu'elle arrive aux affaires. Ayant fait croire trop facilement que l'on raserait gratis, on n'est naturellement pas capable de faire face à la contestation, à la demande sociale, et on perd les élections suivantes. Est-ce parce que l'on n'a pas été assez « de gauche » ou parce que le contrat passé avec la société avait fait l'impasse sur les difficultés et la nécessité de se mobiliser tous pour y faire face ? Généralement cela se passe au travers d'un audit de la gestion des prédécesseurs au terme duquel on feint de découvrir l'ampleur de la catastrophe dont on hérite. On explique alors que, de ce fait, on ne pourra pas tout réaliser ce que l'on avait annoncé. La « faute » est ainsi transférée aux prédécesseurs (à qui l'on reproche généralement d'avoir tout à la fois trop dépensé, insuffisamment investi et de n'avoir pas prévu les financements, au niveau national comme régional d'ailleurs) mais pas à sa propre incapacité à dire clairement et AVANT une échéance ce que sont les problèmes (que l'on connaît naturellement car, même minoritaires on est présents dans les assemblées). A moins que, plus grave, ce soit une volonté délibérée de masquer les informations.

Des courageux

Quel courage n'a-t-il pas fallu au nouveau président roumain pour se faire élire sur le thème : *« On vous a fait croire que l'Union européenne vous apporterait tout, mais c'est à nous, roumains, de travailler, et en retour nous en recueillerons les fruits »* ? Il représentait une coalition cataloguée de « droite » puisque celle contre laquelle il a gagné était réputée de « gauche », célèbre pour avoir organisé la plus grande organisation corruptive en Europe dans le prolongement linéaire de Ceaucescu. Que signifie d'ailleurs être de droite ou de gauche en Roumanie quand on est tous issus d'un ancien Parti Communiste dictatorial. Pour ma part, j'ai choisi le camp de la vérité et de la lutte contre la corruption, en dépit du fait que le PSD (ex-parti de Ceausescu) est membre de l'Internationale Socialiste (mais le PD, qui fait partie de la coalition gagnante en est aussi membre !).

Quel courage faut-il – et là je sais que je m'aventure sur un terrain dangereux - au Chancelier Schröder pour engager les réformes des retraites, d'assurance maladie et de chômage ? Est-ce par volonté d'apparaître dans l'histoire comme un traître à son camp ? Probablement que non. Est-ce sous la pression de la « mondialisation libérale » qui le contraindrait à abandonner tout ce qui a fait l'Etat-Providence allemand ? Si c'était le cas, il faudrait expliquer pourquoi ce même Etat-Providence a été construit alors

[1] Un ami bulgare me dit, alors que les élections générales auront lieu dans son pays en juin prochain, que la « gauche » c'est bien pour les pays riches qui ont à répartir, mais pour eux, il serait mieux que la droite remporte les élections encore au moins une fois pour « remplir le panier ».

que l'Allemagne était le deuxième exportateur mondial, que le DM caracolait en tête de toutes les devises et construisait la fameuse « mondialisation libérale ».

Non, c'est plus simplement parce que l'Allemagne connaît - de façon plus intense encore - les mêmes difficultés que nous : un déficit démographique inscrit depuis des décennies quoique atténué par l'immigration ; le coût devenu insupportable du système de protection sociale au regard de sa performance ; le caractère contre incitatif de certaines aides sur l'emploi ; le coût supporté par l'Allemagne pour la réunification, probablement la plus forte dépense de solidarité jamais consacrée par un pays sur une si courte période (et décidée par la CDU). Schröder et ses alliés Verts ont jugé qu'ils allaient droit au mur s'ils ne relevaient pas le gant. Ils ont décidé de freiner avant. Et grâce à cela ils seront probablement réélus. Car la population est au fond d'elle-même en accord avec l'analyse que les choses ne peuvent plus durer ainsi.

Nous ne vivons pas une situation « de nature »

Et en France ? L'impression prévaut encore largement que nous vivons dans un « état de nature » qui fournit la paix, la sécurité, l'éducation, la protection de la santé, de la vieillesse et de tous les risques, les services de la vie quotidienne, un niveau de vie envié, etc. Or ces utilités sociales datent peu ou prou d'une cinquantaine d'années. Jamais dans l'histoire, les deux ou trois générations nées durant cette période du XXème n'auront vécu une telle (r)évolution.

La situation que nous connaissons aujourd'hui n'est pas une situation de nature, mais une situation d'exception. Elle a, soit dit en passant, a été rendue possible dans son ampleur par le fait que nos pays ont vécu sur des ressources bon marché basées en grande partie sur l'interdiction faite aux ¾ du monde d'accéder aux mêmes facilités. Il est de bon ton aujourd'hui de dénoncer les faibles salaires chinois, alors que ceux-ci constituent pour eux un « progrès » selon nos critères d'appréciation habituels (plus de pouvoir d'achat). Bizarrement, et la remarque vaut pour les pays d'Europe Centrale et Orientale, nouveaux et futurs Etats membres de l'Union européenne, cette considération sociale s'exprime au moment où ceux-ci viennent concurrencer nos propres productions et donc viennent déranger notre jeu gentiment joué du bon côté de l'*apartheid* mondial. Pendant des décennies, on s'est contenté d'un facile couplet solidaire le dimanche avec le tiers-monde avant de reprendre le lundi les choses sérieuses, c'est-à-dire nos bonnes revendications catégorielles dont on a le secret.

Energie et environnement

Un exemple : jusque récemment, 20% du monde utilise 80% des ressources énergétiques ; grâce au non-développement d'une partie du monde, les prix pouvaient être maintenus à un niveau globalement bas (à 50$ le baril, on n'atteint pas encore le prix de l'eau minérale !). La demande augmentant du fait de la croissance chinoise, indienne et brésilienne, des tensions se font sentir, les prix montent, grâce à quoi on pourrait espérer une utilisation plus rationnelle de l'énergie et donc maîtriser les émissions de gaz à effet de serre.

Quelle est la revendication de la gauche dans ce contexte ? Demander une baisse des taxes pour éviter la répercussion de la hausse. Quelle a été la politique de la gauche auparavant ? Introduire un système de flexibilité fiscale pour amortir les à-coups ; supprimer la vignette automobile qui était pourtant le seul instrument existant, à même de jouer un rôle de bonus-malus entre véhicules gourmands et économes ; refuser la TGAP sur l'énergie (Taxe générale sur les activités polluantes). Qu'a fait la droite ? Des cadeaux fiscaux aux professionnels de sa clientèle (dont les routiers) alors même qu'un prix de transport de marchandises plus élevé – qui introduit davantage de vérité des prix sur les transports - est un frein aux délocalisations que l'on entend juguler. Dans le même temps, c'est grâce à Sarkozy que pour la première fois au travers de la politique de sécurité routière - que la gauche n'avait jamais voulu mener malgré les propositions de la présidente de la Prévention routière de l'époque et qui a sauvé 2000 morts en 2004 – la consommation de carburant à baissé pour la première fois depuis 20 ans.

De quel discours avons-nous besoin sur un tel sujet ?

On rétorquera naturellement que ces facilités ne sont pas toutes, loin s'en faut, l'apanage de toute notre société et que plusieurs millions n'y accèdent pas ou de façon limitée. C'est bien sûr exact, mais on ne peut faire l'impasse sur le fait que notre système de redistribution que nous chérissons tant au point de vouloir parfois l'étendre à toute l'Europe est, malgré son coût extrêmement élevé, celui qui produit le plus de précarité en comparaison de pays équivalents. Il est de bon ton de critiquer Tony Blair quand on est de gauche, mais on est moins prolixe pour parler du taux de chômage britannique.

Part de la population	Royaume-Uni	France
…jugeant bonne la situation économique	58%	28%
…sous le seuil de pauvreté (*)	17%	15%
…au chômage	4,6%	10%
PIB par habitant	29 010 €	27 180 €

(*) après redistribution

On argue volontiers du % de travailleurs pauvres britanniques, mais n'y en a-t-il pas dans notre pays « d'égalité républicaine »

Nous sommes confrontés à une série de défis que l'on ne veut pas voir, et le plus souvent que l'on refuse d'examiner dans leur ensemble, le saucissonnage se prêtant mieux à des solutions partielles financièrement plus acceptables. Alors on dit : la santé ? Pas de problème, c'est un point de PIB. La protection sociale ? Un point de PIB. Les retraites ? Un point de PIB, etc. Chaque problème pris individuellement apparaît soluble ; mais l'ensemble ne l'est pas, selon notre fonctionnement actuel.

(Re)créer les conditions d'un développement durable

L'enjeu d'un *aggiornamento* de la gauche est de (re)créer les conditions d'une développement durable, c'est-à-dire qui assure les équilibres économiques, sociaux, environnementaux et culturels/éthiques sans préjudice des générations futures. Cela veut dire notamment dégager (et protéger) les ressources qui garantiront la protection sociale et environnementale, ce qui passe naturellement pas un développement économique créateur (et non destructeur) de richesses.

Spirales régressives…

Notre « vieille Europe » (car l'expression a selon moi un sens) vit dans une spirale négative : tout changement est vécu comme une régression (au moins par ceux qui s'expriment au nom des autres), quand bien même il pose les bases d'une continuation sur le long terme de l'essentiel de nos « acquis ». Il en est ainsi des réformes relatives aux ou à l'assurance maladie. Pourtant, le temps n'est pas loin où les plus « gauche » manifesteront pour défendre le contenu du Plan Juppé de 1995 (on ne le dira pas ainsi naturellement), les dispositions principales de l'accord de 2004 sur les retraites, comme on voit aujourd'hui tous les détracteurs de la CSG au moment de sa création demander son augmentation. Pour la première fois elle faisait payer le capital et les revenus non salariaux, et cela était combattu par la plupart des syndicats (préférant généralement conserver une situation insatisfaisante que de consentir à une amélioration collective), sauf la CFDT, plus proche des salariés du privé.

La schizophrénie n'est jamais loin : ce sont les mêmes qui à la moindre occasion bloquent le fonctionnement des services publics – pour des motifs le plus souvent catégoriels habillés de défense de la veuve et de l'orphelin - qui en sont les principaux défendeurs à l'extérieur, en particulier lors des débats européens. Nos voisins savent quant à eux faire la différence entre discours et réalité et ont peine à penser que le modèle français - qui produit tant d'exclusion sociale en prétendant la réduire - pourrait devenir le leur. SUD-Rail fait grève contre les tarifs « TGV Internet », mais pour défendre qui ? quoi ? Quand on n'a pas de projet, on choisit en fait le *statu quo*, quand bien même on décrie la situation que dans les faits on conforte.

et spirales ascendantes…

A l'opposé, pour la partie du monde en développement (la grande majorité de la population mondiale), tout changement apparaît comme un « plus » : un travail, un salaire, l'accès à des facilités nouvelles, la paix. Cela ne se fait pas sans déchirements bien sûr, mais est souvent vécu comme les combats nécessaires qui permettront l'accès à un mieux-être, toujours préférable au *statu quo*. Chaque année qui passe est considérée meilleure que l'année précédente, en dépit des pleurnicheries des bonnes âmes de gauche française qui dénoncent – bien sûr avec raison - les conditions qui leurs sont faites.

Cette critique serait pleinement justifiée si n'apparaissait pas sournoisement en même temps un souci de protection de notre acquis inégalitaire contre leur volonté de se joindre à la table du festin. Peu de mots sur le fait que notre pouvoir d'achat est fortement lié aux importations de produits à bas prix dont chacun remplit son caddie. Une once de protectionnisme et notre pouvoir d'achat dégringolerait aussitôt !

Dans 20 ans le monde aura beaucoup changé et la condescendance actuelle (quoiqu'en régression) vis-à-vis de la Chine fera sans doute rire beaucoup de monde. Un peu comme les premières voitures Honda vendues en France au début des années 70 déclenchaient l'hilarité. Ce langage de la gauche vis-à-vis de

la « sur exploitation » - alors que nous nions souvent qu'il s'agisse aussi de développement - a été utilisée pour Taïwan, la Corée du Sud et tout le Sud-Est asiatique. Avec le recul, est-il toujours autant d'actualité aujourd'hui ? Que pensent de nous leurs habitants s'ils se souviennent que l'on a cessé de répéter qu'ils seraient les grands perdants ?

La complexité toujours

Qu'on ne se méprenne pas sur mes propos : la surexploitation en Chine ou ailleurs existe, est insupportable et condamnable. Mais le fait est qu'aucun pays dans l'histoire n'a accédé à un niveau de développement tel que le nôtre sans passer transitoirement par cette phase. C'est un dilemme, que l'on a fini par dépasser en France et en Europe car c'est dans ces (pires) périodes (d'expansion) que l'on a construit notre système de protection sociale grâce aux luttes des salariés. Et on en est fier ! La nouveauté, c'est qu'aujourd'hui on connaît ces pratiques d'exploitation, on informe, les institutions internationales les condamnent, bref comme le dit Hubert Reeves, l'humanité est plus humanitaire qu'il y a un siècle ou deux !

La façon dont les financiers jouent avec les gens, et la façon dont ils les traitent n'est pas acceptable. Mais, parmi eux, il y a les gestionnaires des fonds de pension qui, comme on le sait, garantissent les retraites des ouvriers américains et d'autres pays.

C'est très compliqué. Mais regardons la complexité plutôt que de nous cantonner dans des postures de dénonciation sans prise sur la transformation réelle de la société. N'ayons pas peur du « réformisme ».

Au final il y a une partie du monde – majoritaire - qui voit l'avenir comme meilleur que le présent, et une autre – minoritaire – qui le voit plus sombre. C'est le cycle des civilisations. En a-t-on conscience alors que nous n'avons jamais eu autant de moyens pour connaître, simuler, analyser, décider ? Ce n'est pas sûr (bien que les angoisses collectives françaises qui s'expriment dans la rue ou au travers du NON au Traité en sont peut-être l'expression implicite). C'est pourtant bien dans ce monde là que nous vivons. Et nous devons trouver les solutions, comme le font d'autres pays (voir « Emploi et Danemark »).

Danemark : un marché du travail associant flexibilité et sécurité collective

Sur la période 1994-2000, le taux de chômage danois est passé de 10 % à moins de 5 %. Dans cette évolution, les réformes du marché du travail ont joué un rôle essentiel.

D'une manière générale, le Danemark est aujourd'hui caractérisé par un régime d'assez grande flexibilité des licenciements (très peu de législation sur la protection de l'emploi), d'une part, et de fortes dépenses en politiques actives et passives (1) (taux de remplacement de 90 %) de l'emploi qui rendent acceptable cette flexibilité, d'autre part. Les dépenses en politiques actives et passives de l'emploi par chômeur sont 2,5 fois plus élevées au Danemark qu'en France. On a pu appeler cette combinaison la « flexi-sécurité ».

Ainsi, le Danemark partage avec le Royaume-Uni l'une des durées moyennes d'ancienneté en emploi les plus faibles des pays de l'OCDE. Chaque année, près d'un quart de la force de travail connaît au moins un épisode de chômage.

Cette évolution a notamment pris la forme d'un durcissement des conditions d'accès au système d'assurance chômage (passant de 6 mois à 12 mois de cotisations) et d'une réduction de la durée maximale d'indemnisation (passant de 9 à 4 ans). L'activation des dépenses passives a également été renforcée (la durée d'indemnisation sans obligation d'entrer dans des programmes de retour à l'emploi passant de 24 mois à 12 mois, et même à 6 mois pour les moins de 25 ans). Enfin, l'administration des transferts a été largement décentralisée au niveau régional afin d'assurer une meilleure adaptation des moyens aux spécificités locales.

Des réformes fiscales ont visé à réduire les trappes à inactivité (2).

Ces réformes ont été conduites au Danemark de la manière suivante :

- *un dialogue social très actif, puisque dans ce pays il n'y a pas de droit social émanant de l'État en tant que tel. Par tradition, ce sont les partenaires sociaux qui établissent les règles qui régissent leurs relations ;*
- *l'accroissement des contraintes en matière d'indemnisation chômage a été très progressif entre 1994 et 1999 ;*
- *le durcissement des règles pour les chômeurs a été réalisé dans un contexte de reprise de la croissance qui a permis d'éviter qu'il ait un aspect récessif.*

(extrait : rapport Camdessus)

Est-ce durable ?

Voici quelques questions qui pourraient alimenter le débat.

Considérons-nous normal, solidaire et durable, « de gauche »que :

- alors que s'allonge la durée moyenne de vie et le temps d'études, le temps de notre contribution en travail à la production de biens et de services diminue ?
- alors que l'on considère que le travail est la base du lien social au point d'en revendiquer le droit pour toutes et tous, de donner le sentiment que, de façon indifférenciée, toute heure de travail est un temps arraché à la vie (un peu comme dans l'idéologie néo-conservatrice américaine, l'impôt est une atteinte aux libertés) ?
- la sphère publique, payée par tous les citoyens et utilisateurs de services, persiste à revendiquer, de façon indifférenciée, des augmentations de postes budgétaires, et s'oppose généralement à toute réforme qui maximiserait le service rendu pour un coût donné ?
- en un peu plus de 20 ans, notre dette publique a été multipliée par 11 en € courants (90,8 Mds d'€ en 1980, 992,1 Mds d'€ en 2003) et sa part dans le PIB a triplé (de 20 % à plus de 60 %) ?
- l'endettement de l'Etat par habitant atteigne 17 000€ ?
- le paiement des intérêts de la dette publique absorbe chaque année 80 % du produit de l'impôt sur le revenu ?
- la consolidation des comptes sociaux se fasse en tirant des traites sur l'avenir ?
- la jeunesse soit la principale victime car c'est elle qui paiera les déficits des services publics que nous utilisons aujourd'hui (en violation flagrante d'un des principes du développement durable), qui supportera directement la charge de la réduction de la vie active que nous nous sommes octroyée alors même que c'est sur elle que se concentrent dès maintenant l'insécurité et la précarité (taux de chômage, CDD) ?

Nos valeurs ont un coût

Il est coutume d'affirmer à gauche que *« nos valeurs n'ont pas de prix ».* Plus d'égalité, plus de solidarité, plus de culture, plus d'éducation, plus de services publics, etc., sont les demandes qui traduisent ces valeurs. Elles sont d'autant croissantes qu'elles sont considérées comme des dus de la société. Le fait de *« ne pas avoir de prix »* (au sens figuré) justifie le fait que la revendication porte généralement sur une demande de *« plus de moyens »* dans un système globalement inchangé, et qu'il n'est que rarement admis que l'on ne peut faire des économies dans les domaines qui touchent à ces valeurs sous peine de *« brader le service public »,* de *« sombrer dans le néo-libéralisme »,* de *« vouloir tout privatiser »*.

Le propos de ce papier repose sur le constat que *nos valeurs ont aussi un prix* :

- parce qu'elles ont un coût, parce que ce coût est supporté par des prélèvements sur les citoyens et les activités économiques lesquels constituent le prix à payer pour financer ce coût,
- et aussi parce que nos valeurs n'ont de chances sérieuses d'être non seulement préservées, mais revigorées, que si nous acceptons d'en payer le prix, non seulement en termes monétaires, mais en termes de modifications de nos modes d'approche et d'organisation.

Si j'ai tendance à faire un focus particulier sur le secteur public – ou plus largement sur la façon de penser « solution publique » pour tout problème qui se présente - ce n'est pas pour épargner les insuffisances du secteur privé. Mais c'est parce que, en France, à gauche, on s'interdit d'aborder ce sujet alors qu'il est selon moi une des clés du blocage de notre société. Quand on vit dans un pays qui détient le record toutes catégories de salariés du secteur public et parapublic en Europe, la proportion de la population qui bénéficie des facilités propres à ce secteur, à titre personnel, dans sa famille, etc., est élevée ce qui donne le sentiment que « l'état de nature » est celui de la fonction publique et assimilée. Alors, la tendance à en faire le modèle social vers lequel on devrait tendre n'est pas loin. On critique volontiers le système le dimanche et on aimerait bien que ses enfants y entrent le lundi… Comme ça, ils « seront tranquilles ».

Pour avoir personnellement transité de l'administration vers le secteur privé associatif en passant par un établissement public, j'ai pu mesurer comment le rapport coût-efficacité d'actions d'intérêt général peut varier – dans des proportions considérables – selon les modes d'organisation, de management, de motivation : nous en avons des exemples tous les jours devant les yeux : il n'y a pas photo en termes de rapport qualité-prix entre une MPT et une MJC dans une ville comme Besançon !

L'avenir – et le plaisir de vivre et de travailler – appartiennent aux structures souples, réactives, flexibles, diversifiées, orientées vers les besoins, proches du terrain, responsabilisées, etc. Or nous avons surtout des mastodontes rigides, non réactifs, établis sur un modèle unique, loin du terrain et souvent loin des besoins. Ce n'est pas une règle absolue, ni dans un sens ni dans un autre. Mais chacun a ses propres

exemples en tête dans notre propre pays. Quand l'appareil mis en place pour résoudre un problème devient sa propre finalité, le système s'écroule : l'URSS est morte de son Etat ; l'Eglise catholique peine à faire fasse aux initiatives spirituelles autonomes. Le système d'administration publique « à la française » résistera-t-il à la tendance ? Et sinon est-il préférable d'anticiper ou d'attendre son écroulement par crise successives et les misères qui s'ensuivent ?

Etre de gauche en France aujourd'hui ? Un casse-tête, assurément.

Que faire dans cet embrouillamini ?

Tony Blair – encore lui, mais je ne m'en excuse pas – a coutume de dire : *« il n'y a pas de solutions de droite ou de gauche, mais des solutions qui marchent et d'autres qui ne marchent pas ».*

A-t-il raison ? A-t-il tort ?

Une chose est sûre : nos sociétés ont des problèmes de mutation profonde à résoudre. Ces problèmes sont importants. Ils seront de plus en plus nombreux. De plus en plus coûteux. A maints égards notre vie et celle de nos enfants vont devoir changer. Profondément et de toute façon. Changerons nous à reculons par abandons successifs ? Changerons-nous debout et conscients en inventant des solutions adaptées à notre temps ?

Ne pas attaquer ces problèmes en face, de façon consciente, ouverte sur les solutions des pays qui nous entourent serait criminel car ce serait la fin assurée des garanties que la société apporte aux plus faibles. A entendre certains de leurs prétendus défenseurs, j'ai la crainte qu'ils soient en train de creuser davantage leur tombe. Davantage encore que les gouvernants qu'ils fustigent.

Du pain sur la planche.

« Etre de gauche en 2005 »
Testez le vous-même

Voici une série de mesures en vrac dont la liste peut être allongée l'envi. Indiquer si elles sont selon vous plutôt de droite (D), ou plutôt de gauche (G) ou les deux (D+G) ou ni l'un ni l'autre.

Mesures	D	G
Réduire les déficits publics afin de ne pas reporter la facture sur les générations futures		
Réduire la violence routière grâce à des mesures de contrôle et de répression		
Introduire une taxe sur l'énergie pour mieux maîtriser les consommations		
Recourir à des mécanismes de marché pour lutter contre le changement climatique		
Permettre la ré-industrialisation des pays de l'Est de l'Europe et favoriser leur décollage		
Soutenir la révolution orange ukrainienne		
Développer les polyvalences d'emploi, y compris dans les points publics locaux		
Décentraliser les responsabilités quand cela satisfait mieux les besoins des gens		
Se former (au moins partiellement) sur son temps libre		
Supprimer la double peine		
Introduire la discrimination positive dans les domaines qui le nécessitent		
Changer les statuts de France Télécom, d'EDF, de Gaz de France		
Réduire les charges sociales sur les bas salaires		
Promouvoir la culture du contrat librement négocié de préférence à la culture de la loi		
Consacrer plus de moyen à une défense européenne		
Réunir les services des impôts et du Trésor et supprimer les emplois correspondants		
Développer l'industrie nucléaire et la promouvoir dans le monde		
Instaurer le péage urbain dans les grandes villes		
Supprimer les fonctions publiques inutiles, type service de redevance télé		
Supprimer la vignette automobile		
Accroître de façon drastique le prix du tabac pour lutter contre le cancer		
Soutenir le régime de Fidel Castro		
Réduire le temps de travail de la vie de façon indifférenciée		
Maîtriser les flux migratoires		
Accepter la coexistence de régimes de retraites inégalitaires		
Autoriser les licenciements dans la fonction publique		
Interdire les licenciements dans le secteur privé		
Introduire le recours sur succession sur les familles des titulaires de l'APA		
Accepter les reconductions infinies de CDD dans certains secteurs de service public		
Prendre en compte le mérite dans les rémunérations du secteur public		
Engager une campagne internationale contre les paradis fiscaux		
Gérer une municipalité en opposition gauche-droite et une agglomération en consensus		
Lutter contre les délocalisations		
Interdire l'importation de produits réalisés dans des conditions sociales éloignées des nôtres		
Autoriser le développement des compagnies aériennes low cost		
Contingenter les voyages aériens individuels pour lutter contre l'effet de serre		
Introduire une forme d'obligation d'adhésion syndicale payée par l'employeur		
Déléguer le service public de l'eau à une compagnie privée		
Ne valider que les accords d'entreprises majoritaires		
Contrôler la réalité des démarches de recherche d'emploi chez les allocataires ASSEDIC		
Introduire la gratuité des livres scolaires dans les lycées		
Apporter des avantages financiers et fiscaux pour faire venir des entreprises		
Introduire un impôt mondial sur les transactions financières		
Dispenser la moitié des ménages du paiement de l'impôt sur le revenu		
Transférer les TOS aux régions et départements		
Faire organiser une fête du livre par une entreprise privée promotrice de l'opération		
Rendre imposable les allocations familiales		
Pouvoir choisir son fournisseur d'électricité et de téléphone		
Sauver le Crédit Lyonnais grâce à l'impôt des contribuables		
Promouvoir les Grandes Ecoles au détriment de l'Université		
Introduire un bonus-malus fiscal qui pénalise les voitures gourmandes et favorise les sobres		
Maîtriser les dépenses de santé		
Conserver au baccalauréat le droit d'entrée automatique à l'Université		